dans l'ouvrage, et que L. Fontaine ne réfléchisse à aucun moment au caractère néo-colonial de certaines opérations qu'elle met en avant.

Enfin, dans les deux derniers chapitres, qui critiquent l'appropriation privée du marché et « un environnement économique mortifère pour les populations », L. Fontaine présente une rhétorique bien connue, que Frédéric Lordon (2003) a brocardée dans son ouvrage au titre ironique, *Et la vertu sauvera le monde* : le marché en lui-même serait une source intarissable de bienfaits, les problèmes viendraient du comportement malintentionné de quelques-uns, fraude, corruption, conflits d'intérêts, etc. L. Fontaine plaide pour que le marché soit considéré comme un bien public et ancré dans les droits de l'homme (p. 342), sans jamais opérationnaliser ce programme. Malgré son ambition normative, elle ne discute pas avec les théories économiques et s'affranchit des débats contemporains sur les formes du capitalisme et du partage des profits.

En réalité il manque à cet ouvrage, et cela est paradoxal, une historicisation du marché comme du libéralisme : sous l'Ancien Régime, défendre l'échange marchand contre les privilèges de la noblesse avait des potentialités révolutionnaires et pouvait représenter des formes de progrès social et de diminution des inégalités. En faire aujourd'hui le panégyrique est un peu court. L'urgence ne semble pas à lutter contre les forces réactionnaires de l'aristocratie et ses privilèges sociaux, mais plutôt à réfléchir aux nouvelles inégalités et aux statuts dominants que certains ont acquis grâce au marché. Si les luttes sociales actuelles passent parfois par l'accès au marché en tant que tel, les enjeux essentiels semblent désormais de dessiner les voies de cet accès et du partage des richesses, comme l'a fait Thomas Piketty (2013).

Références

Fontaine, L., 2008. L'Économie morale. Pauvreté, crédit et confiance dans l'Europe préindustrielle. Gallimard, Paris.
Lordon, F., 2003. Et la vertu sauvera le monde, Raisons d'agir. Paris.
Losurdo, D., 2013. Contre-Histoire du libéralisme. La Découverte, Paris.
Piketty, T., 2013. Le Capital au XXIe siècle. Le Seuil, Paris.
Servet, J.-M., 2012. Le social business et la société de consommation pour les pauvres. In: Guérin, I., Selim, M. (Eds.), À quoi et comment dépenser son argent ? L'Harmattan, Paris, pp. 15–39.

Jeanne Lazarus
Centre de sociologie des organisations (CSO), CNRS – Sciences Po, 19, rue Amélie, 75007 Paris, France
Adresse e-mail : j.lazarus@cso.cnrs.fr

Disponible sur Internet le 30 juillet 2014

Open access under CC BY-NC-ND license.
http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2014.07.001

En toute saison. Le marché des fruits et légumes, A. Bernard de Raymond. PUR, Rennes (2013). 300 pp.

Cet ouvrage s'inscrit dans le champ prolifique de la sociologie des marchés. Il prend pour objet un marché à la fois familier et méconnu : celui des fruits et légumes. Contrairement à d'autres marchés de produits alimentaires, et en particulier celui du vin, le marché des fruits et légumes a rarement été étudié par les sciences sociales. Il présente pourtant des caractéristiques singulières qui tiennent à la nature des produits échangés (périssables), à leur mode de consommation (leur faible degré de transformation industrielle a pour conséquence une confrontation relativement

Article by an MPIfG researcher
Sidonie Naulin: [Critique de livre] Bernard de Raymond, A.: En toute saison: Le marché des fruits et legumes (Rennes: PUR, 2013). In: Sociologie du Travail 56(4), 519-521 (2014). Elsevier
The original publication is available at the publisher's web site: http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2014.09.010

directe du producteur avec le marché) et au type de régulation publique dont le marché fait l'objet (il s'agit d'un marché agricole moins directement visé que d'autres par les politiques de modernisation de l'État).

Le postulat de départ d'Antoine Bernard de Raymond consiste à appréhender le marché non comme un lieu d'échange statique mais comme un enchaînement de transactions entre des scènes sociales hétérogènes qui assurent la circulation des produits. L'ouvrage ambitionne ainsi de concilier sociologie de la production, sociologie des échanges et sociologie de la consommation. Les places de marché, l'organisation de la distribution et la qualité des produits sont les points d'entrée empiriques privilégiés.

L'approche choisie présente deux spécificités : d'une part, elle s'attache à décrire l'histoire du marché des fruits et légumes sur la longue durée (depuis la fin du XIXe siècle) et, d'autre part, elle est particulièrement attentive aux cadres institutionnels et juridiques qui accompagnent le développement du marché, de la loi du 11 juin 1896 qui organise les Halles parisiennes jusqu'au référentiel européen de bonnes pratiques agricoles « Eurepgap ».

Le livre comporte neuf chapitres. Le premier porte sur l'organisation contemporaine du Marché d'intérêt national (MIN) de Paris-Rungis. Une ethnographie fine permet de saisir les principes structurants de son organisation et de définir le concept central de l'ouvrage, celui d'« économie de la variabilité ». Le marché des fruits et légumes de Rungis est présenté comme un ensemble de dispositifs visant davantage à optimiser la gestion de la variabilité des produits (périssabilité, saisonnalité, aléas météorologiques) qu'à réduire l'incertitude inhérente aux échanges. Ce chapitre est l'occasion de montrer l'affinité entre mode d'organisation du marché et type de distribution. Les chapitres suivants s'enchaînent chronologiquement.

Le chapitre 2 revient sur la loi de 1896, la première à réglementer un marché municipal, celui des Halles de Paris. À travers l'étude des facteurs qui ont conduit à la formulation de cette loi et des débats qu'elle a suscités, l'auteur soulève une question plus générale : pour réguler un marché, faut-il agir sur le comportement des acteurs (leur statut, le déroulement des transactions) ou sur leur environnement marchand (périmètre physique et symbolique du marché) ? L'étude des projets de modernisation du secteur montre l'évolution des enjeux de la modernisation (chapitre 4). Entre 1930 et 1970, il s'agit d'alléger les coûts de distribution et d'information en créant un espace marchand national. Le réseau des MIN, marchés de gros répartis sur le territoire, est ainsi mis en place en 1953. À partir des années 1970, l'enjeu devient la concentration et l'industrialisation de la filière. L'apparition des centrales d'achat de la grande distribution conduit alors les acteurs les plus modernes à se détourner des MIN, pourtant censés être les instruments de la modernisation.

L'une des idées fortes du livre consiste à complexifier la distinction entre (petit) commerce et (grande) distribution, en montrant qu'il ne s'agit pas seulement d'une différence de taille mais aussi d'une différence de logique — attente du client versus rationalisation du parcours du produit — qui accompagne une évolution de l'organisation de la production, de celle des échanges et des modes de régulation. L'étude de la production des agrumes en Algérie durant la première moitié du XXe siècle (chapitre 3) montre que la standardisation constitue un opérateur du passage du commerce à la distribution permettant de résoudre un problème de qualité des produits et transformant l'ensemble de la chaîne de production et de distribution. L'affinité entre standardisation et grande distribution est analysée au chapitre 5 qui porte sur l'émergence de la grande distribution durant la seconde moitié du XXe siècle, puis au chapitre 8 qui souligne l'effet de désaisonnalisation du marché et de la standardisation de l'offre accompagnant la massification de la distribution. Si la volonté d'offrir aux consommateurs de grandes quantités de produits stables et homogènes à bas coût constitue un facteur d'homogénéisation du marché, l'auteur souligne que « l'irruption de la grande distribution dans la filière fruits et légumes ne produit pas

de mouvement homogène de mise en ordre marchand dans la mesure où se maintient une certaine pluralité de circuits économiques » (p. 171), les centrales d'achat de la grande distribution utilisant simultanément les différents circuits de distribution.

La question de la qualité, déjà abordée au chapitre 3, est retravaillée au chapitre 6 qui traite du passage d'un régime fordiste à une économie de la qualité dans les années 1990. Les cahiers des charges déposés par les agriculteurs auprès des pouvoir publics au début des années 2000 sont analysés pour mettre au jour les différentes conceptions de la qualité qu'ils véhiculent. La création de « filières distributeurs » est présentée comme un instrument de redéfinition de la qualité (déplacement de la qualité du produit lui-même à la qualité de son processus de production) et comme un facteur de réorganisation des rapports de pouvoir au sein des filières. L'européanisation du marché (chapitre 7) et la montée de préoccupations environnementales (chapitre 9) apparaissent aussi comme des éléments de redéfinition des relations entre les acteurs de la filière.

Si l'approche adoptée permet de mieux comprendre la structuration d'un marché caractérisé par la variabilité, on peut toutefois regretter l'attention relativement faible accordée aux producteurs. Ils apparaissent souvent en creux, le regard se portant plus volontiers sur les intermédiaires faisant circuler leurs produits ou sur les institutions cadrant la mise en marché de ces derniers. Comprendre les perceptions du marché par les producteurs et la manière dont elles informent leurs stratégies marchandes aurait pu enrichir utilement l'histoire du marché des fruits et légumes proposée.

Sidonie Naulin
Max-Planck-Institut für Gesellschaftsforschung (MPIfG), Paulstrasse 3, 50676 Cologne, Allemagne
Adresse e-mail : sidonie.naulin@gmail.com

Disponible sur Internet le 23 octobre 2014

http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2014.09.010

Une catastrophe ordinaire. La tempête du 27 décembre 1999, F. Dedieu. Éditions de l'EHESS, Paris (2013). 232 pp.

L'objet de cet ouvrage est d'analyser pourquoi la tempête survenue en France le 27 décembre 1999, et ayant particulièrement affecté la Charente-Maritime, a surpris les autorités malgré un certain nombre d'indices et d'alertes qui auraient a priori permis l'anticipation de cet événement. L'analyse repose sur un travail d'enquête précis qui a permis à l'auteur de comprendre, de manière très fine, comment les acteurs directement en charge de cette question, englobés sous le terme de « sécurité civile », se sont laissé surprendre. On voit ainsi comment les incertitudes associées au développement du phénomène climatique ont suscité des hésitations, d'abord du côté des experts (météorologie nationale) puis, malgré l'imminence de l'événement, du côté des décideurs (préfecture). On voit également comment ces hésitations ont été renforcées par la crainte de ces acteurs, et surtout du préfet, d'être excessivement alarmistes comme cela avait été le cas les jours précédents. L'auteur rend bien compte de l'ensemble des facteurs expliquant cette situation — qu'il s'agisse de l'accord tacite existant au sein de ce système d'acteurs pour éviter, autant que possible, la multiplication des alertes (coûteuses aussi bien en termes de mobilisation que par les effets qu'elles produisent sur la société locale) ou qu'il s'agisse des circonstances, assez singulières (une vraie alerte, concernant un événement difficilement identifiable, intervenant peu après une fausse alerte).